



JOURNAL PATRIOTIQUE
DU DÉPARTEMENT
DE LA DORDOGNE,

Du Dimanche 16 janvier 1791.

Liberté & Vérité.

Avis des Rédacteurs.

CE journal ne paroîtra à l'avenir que le dimanche & d'après le vœu de la majeure partie de nos abonnés. Ils nous ont donné pour raison que le courrier du dimanche étant toujours moins intéressant, ils auront plus de tems à donner ce jour là au journal du département.

ARTICLE PREMIER.

Administration du département

Quand on a beaucoup à dire, on regrette d'être obligé de se renfermer dans des bornes étroites. Le desir que nous avons annoncé de faire connoître les opérations du conseil du dé.

partement est difficile à concilier avec le pi-
quant de la nouveauté & la nécessité de se
mettre au niveau des opérations du directoire.
Ces considérations senties par la plupart de nos
lecteurs, les a porté à nous observer que le tra-
vail du conseil ayant été soumis aux puissances
législatives & exécutives, il nous sera facile de
remplir nos engagements à mesure que ses diffé-
rentes délibérations seront rejetées ou admises,
& que l'exécution en sera ordonnée.

D'autre part, les difficultés, qui ont retar-
dé la publication de ce journal qui devoit pa-
roître au moment où les administrations ont
commencé à se mettre en activité, nous ont
mis trop en arrière, pour remplir en entier le
plan que nous nous sommes proposés. Mais
avant d'abandonner les opérations du conseil
général, nous ne pouvons nous refuser à lui
rendre le tribut d'éloges qu'il mérite pour sa
proclamation du 14 décembre dernier relative
à la perception des impôts directs & indirects.

C'est une vérité qui ne peut être défavouée ;

que celui qui se soustrait au paiement de l'impôt commet un vol au préjudice de ses concitoyens. Il n'est pas moins sensible que le salut de l'état dépend de l'exactitude dans le recouvrement des impôts qui sont le gage de la dette publique. Cependant avec quelle peine le bon citoyen envisage les efforts multipliés de la plupart des contribuables pour se soustraire à une dette aussi légitime? C'est en vain qu'il fait parler le langage du patriotisme, c'est en vain qu'il représente l'atteinte qu'une pareille soustraction porte à l'égalité des droits, l'égoïsme, l'intérêt particulier, cherchant à étouffer la voix de la raison, triomphent toujours de l'amour des devoirs & des invitations de la patrie & de la loi.

Des administrateurs pleins de zèle sont alors obligés d'employer leur autorité à Prévenir les abus qui resulteroient d'un pareil oubli des principes, & d'exercer la surveillance des administrations qui leur sont subordonnées. La manière dont l'assemblée administrative du départe-

tement de la Dordogne a rempli cette obligation est bien propre à lui concilier l'estime & la bienveillance de ses administrés , à lui obtenir leur confiance. Sa proclamation , en développant avec force les principes ci-dessus rappelés , est remplie des plus vives sollicitations. C'est le langage d'un pere tendre qui n'emploie auprès de ses enfans que des considérations inspirées par le sentiment & la raison.

Cette proclamation a dû être publiée dans toutes les paroisses du département & lue aux prônes. Les officiers municipaux & les curés , qui en auroient soustrait la connoissance à leur commune & à leurs paroissiens , seroient infiniment coupables & auroient violé leurs devoirs.

Le directoire du département de la Dordogne , vient de publier son procès-verbal sur ce qui s'est passé le trois de ce mois , au matin , à l'occasion de l'installation des juges du tribunal du district de Périgueux.

Ce procès-verbal porte une improbation des

entimens & des principes exprimés par le commissaire du roi au tribunal du district de Périg. dans le discours qu'il a prononcé, lors de l'installation de ce tribunal.

La publication qu'a reçue ce procès-verbal, par la voie de l'impression, nous dispense d'en faire l'analyse, mais notre cœur souffriroit de ne pas rappeler ce passage à nos concitoyens : » il importe que tous les citoyens de cette ville apprennent, que le directoire du département n'aura, jusqu'au dernier soupir, qu'un cœur & qu'un vœu pour cette heureuse constitution, qu'il défendra toujours avec tout le courage & la force dont il est capable. »

Sans doute que ceux qui ont lu cette profession de foi se sont empressés d'y applaudir & de bénir les administrateurs qui l'ont souscrite. Les noms des Dalby, des Coudert, des Galaup, des Beaupuy ont été proclamés avec enthousiasme ; le patriotisme a souri en les entendant prononcer ; mais il leur ont fait remarquer que ces patriotes n'étoient pas les seuls administra-

seurs qui ont entendu le discours du commissaire du roi. En effet le sieur procureur-général-syndic & le sieur Chillaud ont aussi assisté à l'installation du tribunal du district de Périg. Ils ont aussi entendu ce discours, avec cette différence cependant, que le procureur-général-syndic l'a hautement improuvé, & qu'il a été au contraire applaudi par le sieur Chillaud. Mais on n'ignore pas l'amitié qui subsiste depuis long-tems entre le premier & le commissaire du roi, & on est persuadé que s'il n'a pris aucune part à la délibération du directoire du département, c'est un sacrifice que son patriotisme a été forcé de faire à une amitié fortifiée par d'anciennes liaisons & par les sentimens d'estime que les talens & le mérite du sieur mandavy sont propres à inspirer.

Quant aux applaudissemens du sieur Chillaud, ils ont pu également être donnés aux talens, comme aux sentimens exprimés dans ce discours. D'ailleurs on doit respecter la liberté

des opinions. Les regrets du commissaire sur la destruction d'un corps dont il étoit membre & dans lequel il s'étoit distingué par des qualités précieuses, pouvoient rappeler au sieur Chilaud un parallèle propre à captiver toute son attention, à exciter de douloureux souvenirs, & à lui faire donner des éloges à celui qui les a présenté avec un art capable de séduire. Si la destruction des parlemens & des cours des aides a dû être sensible aux membres de ces cours, celle des présidiaux ne doit pas moins affecter un exconseiller des cours présidiale & sénéchale de Périgueux. Même antiquité dans la création, même objet dans les fonctions, même exercice de la souveraineté, mêmes prétentions pour les honneurs, pour la préséance. Il faudroit être bien difficile, quand on réfléchit sur la perte de tant d'avantages, pour trouver mauvais que celui qui en étoit revêtu ait applaudi à la manifestation des regrets que cette perte occasionne. On doit donc pardon-

un magistrat de l'ancien régime d'être affecté de voir disparaître tout-à-coup la considération qu'il avoit acquise par la place qu'il devoit à la fortune.

A R T. I I I.

Tribunaux de district.

Ces directoires sont maintenant fort occupés à régler le traitement du clergé de leurs districts : celui de Périgueux a vu avec plaisir tous les ecclésiastiques qui se sont présentés à son bureau , & principalement M M. les curés , remplis de soumission pour les décrets de l'assemblée nationale & disposés à donner l'exemple de l'exécution de la loi à tous les fidèles confiés à leurs soins. Avec de pareils principes , les ministres utiles de la religion sont sûrs d'obtenir de leurs paroissiens autant de respect & de confiance que les prêtres insensés qui cherchent à allumer les torches du fanatisme , pour soutenir leur résistance déplacée contre la volonté des législateurs , méritent d'être abhor-

rés. Depuis quand la religion chrétienne a-t-elle cessé d'enseigner l'obéissance aux loix ? depuis quand ce que l'église a reconnu pendant près de neuf siècles pour dépendre de la puissance temporelle est il passé dans l'apanage des clefs de St Pierre ? Prêtres ambitieux veuillez donc faire attention que vous vivez dans un siècle où les lumières & la raison éclairent la foi ; alors vous vous épargnerez des discours & des démarches qui n'ont d'autre fruit que de vous couvrir de honte & de mépris.

Les membres du directoire du district de Périgueux ayant assisté à la cérémonie de l'installation des juges de son tribunal , ils ont cru devoir aussi manifester leur opinion sur le discours que le sieur Mandavy , commissaire du roi a prononcé dans cette circonstance. Après avoir établi que tout ce qui tend à affaiblir le respect & la confiance dus aux décrets de l'assemblée nationale est criminel & repréhensible ; ils déclarent qu'ils ont été péniblement affectés de tout ce qu'ils ont entendu dire de semblable

par ce fonctionnaire public , qu'ils improuvent son discours & ses opinions , & pour que leurs sentimens à cet égard soient connus de leurs concitoyens , ils ont arrêté que leur délibération seroit imprimée & publiée. Cette délibération est du 4 de ce mois.

A R T I I I.

Tribunaux de districts.

Nous allons satisfaire à l'engagement que nous avons pris de donner les détails de la cérémonie qui a eu lieu pour l'installation des juges du tribunal du district de Périgueux.

Cette cérémonie fut annoncée dès la veille par le son des cloches , une salve d'artillerie & les tambours de la garde nationale.

Le jour qu'elle s'est faite , les gardes nationales prirent les armes & se rangèrent en bataille sur la place du Codert , devant la maison commune. Le conseil de la commune & les officiers municipaux s'étant assemblés on vit arriver successivement les directoires du départe-

tement & du district , ainsi que les nouveaux juges. Tous les corps se mirent en marche dans l'ordre & le rang assignés par les décrets , pour se rendre à l'église paroissiale de St front : ils étoient accompagnés par la garde nationale en armes , marchant sur deux lignes.

La messe fut célébrée par le sieur Boucherie son aumonier , pendant laquelle sa musique réunie à celle de l'église cathédrale , chantèrent & exécutèrent plusieurs morceaux de musique.

Ensuite on se remit en marche dans le même ordre pour se rendre au palais. Entrés dans l'intérieur du parquet , & les membres du conseil général de la commune s'étant placés sur les hauts sièges , le sieur Germillac , officier municipal , fit un discours rempli des témoignages du patriotisme de tous les membres de la commune , dans lequel il offrit au peuple l'espoir consolant de trouver dans les juges de son choix , les protecteurs du foible & les vengeurs de l'innocence opprimée. Les sieurs P. E. Pi-

paud & Deglane, membres du conseil de la commune, firent aussi successivement chacun un discours dans le même objet. Après quoi les juges ayant prêté le serment prescrit par les décrets, les membres du conseil général de la commune sont descendus dans le parquet, ont installé les juges, & au nom du peuple ont prêté le serment de porter au tribunal & à ses jugemens le respect & l'obéissance que tout citoyen doit à la loi & à ses ministres.

MM Lafaux & Lamarque juges du tribunal ont parlé pour doner de nouvelles preuves de leur patriotisme, de leur zèle & de leur dévouement absolu aux pénibles & honorables travaux qui leurs sont imposés.

Le tribunal a reçu ensuite le serment du Sr Mandavy commissaire du roi qui a prononcé aussi un très-long discours, après lequel on est revenu à la paroisse, où l'on a chanté le TE DEUM & donné la bénédiction du St Sacrement; cette cérémonie a été termi-

née au bruit du canon ; des tambours & de la musique militaire.

Tous les discours prononcés dans cette circonstance ont perdu de l'attention dont ils étoient dignes par celle que s'est attirée celui du sieur Mendavy ; en même-tems qu'il excitoit des éloges par l'élégance , la pureté de son style , il faisoit naître dans le cœur de tous les bons citoyens des sensations pénibles & fatigantes. Ils n'ont pu entendre sans émotion tout ce qu'il a dit hors de propos sur les anciens corps de magistrature & sur les nouveaux tribunaux. Nous ne répéterons pas ce que l'on peut lire dans les délibérations des directoires du département & du district de Périgueux , ainsi que dans les procès-verbaux des séances de la société des amis de la constitution , elles ont été imprimées & vendues publiques. Elles sont trop connues pour ne pas en rendre la répétition fastidieuse. Mais nous regrettons que le sieur Mandavy n'ait pas pris le même parti de publier son

discours, c'est alors qu'il eut fermé la bouche à ses ennemis qu'il prétend avoir seuls excité de la rumeur contre ce discours. Nous ignorons si ce magistrat a des ennemis, nous qui faisons profession de l'estimer, qui osons assurer que nous sommes aussi inaccessibles à l'inimitié qu'à l'envie, nous croyons cependant devoir partager l'opinion de ceux qui l'ont blessé, nous le disons hautement parce que nous sommes persuadés que l'on peut, que l'on doit même blâmer les opinions de ceux que l'on estime, lorsqu'elles sont blâmables.

C'est une vérité incontestable que cet étrange discours a fait la même sensation sur tout un auditoire nombreux; le sieur Mandavy a prétendu qu'il ne l'avoit communiqué à personne avant de le prononcer. Ses amis ont assuré qu'il n'en n'avoient pas de connoissance; comment est-il donc possible de convenir avec son auteur, qu'il est livré à la fureur d'une cabale?

Non, qu'il confesse plutôt avec cette fran-

chise de caractère qui l'honore , qu'il voit avec peine l'établissement d'une constitution qui renverse un ordre de chose dans lequel il se persuadoit de tenir un rang , d'avoir acquis une élévation qu'il craint de ne pas conserver dans un nouveau régime ! alors nous lui observerons ce que sa modestie ne lui permet pas de remarquer ; c'est que cette crainte peut être bien fondée pour un grand nombre d'individus ; mais lui qui devoit encore plus la considération dont il a toujours joui , à des talens , à des vertus , à un mérite éminent , qu'à la fortune & à sa place , doit être assuré que dans tous les tems il jouira pleinement de tous les avantages qu'il peut en attendre. Plus son mérite fera d'impression sur notre cœur , plus nous regretterons qu'il ne veuille pas apprécier dignement une constitution qui n'accorde de places & de distinctions qu'à ceux qui comme lui ont su s'en rendre dignes.

Voici un nouveau fait qui prouve que le

sieur Mandavy n'est pas encore au cours de
 la nouvelle constitution. Il exige que les
 huissiers aillent le chercher dans son bureau
 pour le conduire à l'audience & le recon-
 duire après qu'il y a assisté. Cette prétention
 fruit de la vanité & de l'ostentation des ma-
 gistrats des ci-devant cours souveraines, n'est
 autorisée par aucune loi de l'ancien régime
 & encore moins par la nouvelle constitution,
 & pas même par l'instruction donnée aux
 commissaires du roi. Quand nous habiterons-
 nous donc à la simplicité & à la popularité
 qui doit accompagner des juges & à dédaigner
 tout éclat extérieur. Le président de l'Assem-
 blée nationale monte sur le fauteuil sans être
 annoncé, sans être précédé, ni suivi par des
 huissiers; c'est cependant le chef d'une assem-
 blée souveraine & de législateurs. Louis IX,
 assis sous un chêne, rendant la justice au
 peuple & écoutant sans distinction le premier
 éclamant, étoit aussi grand, aussi respectable
 aux yeux de ce peuple qu'il gouvernoit,

17

qu'un premier président, ou un procureur
général des ci-devant parlements.

A R T. I V.

JUGES DE PAIX.

Nous donnerons cet article à l'ordinaire
prochain.

A R T. V.

Municipalités.

Les Municipalités vont être occupées d'un
grand travail, la répartition de l'impôt. Les
décrets sur la contribution foncière sont publiés.
L'assemblée nationale travaille à une instruc-
tion, pour en faciliter l'exécution; mais elle
suppose de premières notions & des éclaircis-
semens que nous nous proposons de donner ici
successivement, en analysant cette instruction.
Ce travail nous a paru nécessaire, car on écrit
le devoir des magistrats autant pour ceux qui
leur sont soumis que pour eux. Si ceux qui
payent l'impôt savent bien ce que doit faire
celui qui l'établit, alors il n'y aura rien d'ar-

bitraire dans les ordres & rien de forcé dans l'exécution.

A compter du premier janvier 1791, une contribution foncière sera établie & répartie par égalité proportionnelle. sur toutes les propriétés foncières, à raison de leur revenu net & imposable.

Voici ce que signifient tous ces termes :

On entend par propriétés foncières, non seulement les terres labourables, les prés, les vignes, les bois, les étangs, les jardins ; mais aussi les maisons qui ont toujours participé aux impôts fonciers.

Tout propriétaire payera pour son fonds, suivant la valeur de ce fonds, de manière que, lorsqu'un particulier dans une paroisse aura des fonds qui fourniront un dixième de leur revenu, tous ceux qui posséderont des fonds de la même nature, doivent aussi payer le dixième : voilà ce que signifie l'égalité proportionnelle. Cette égalité se rapporte au fonds & non à la

personne. Pauvre ou riche, le propriétaire ne paye que suivant le revenu de sa propriété. c'est elle & non pas lui qui contribue. De là vient le nom de contribution foncière.

On appelle produit brut, la totalité de ce qu'un champ a rendu, sa récolte entière. retirez en les fraix de culture, les semences, la dépense de la récolte, en un mot, tout ce qu'il en a coûté pour faire valoir le champ; ce qui restera est le revenu net.

Enfin le revenu d'après lequel le champ doit contribuer, n'est point celui d'une seule année; c'est le revenu ordinaire ou moyen. Pour former ce revenu, il faut compter tout ce que cette terre a rapporté pendant quinze ans en revenu net; diviser le tout en quinze parties égales; ce quinzième est l'année commune, le revenu imposable du champ.

Jusqu'ici, les biens fonds furent chargés de plusieurs sortes de contributions, dont la diversité embarrassoit & tourmentoit singulièrement le contribuable, & surtout le cultivateur. La

contribution foncière sera désormais la seule dont les terres soient chargées : elle sera donc moins couteuse à percevoir. Chacun verra sans peine si elle est répartie également. Elle sera plus légère dans sa marche & plus douce dans sa forme.

La suite à l'ordinaire prochain.

A R T. V I.

Société des amis de la constitution.

Brantôme. La société établie dans cette ville a instruit le directoire du département de la folie d'un curé de son voisinage, (Champa-gnac de Belair) qui s'est permis de prêcher contre les décrets de l'assemblée nationale. On a lieu de présumer que dans cette circonstance, comme dans toute autre, nos administrateurs nous donneront des preuves de leur attachement à la constitution & qu'ils prendront des mesures pour mettre ce prêtre fanatique à un régime propre à le guérir de sa folie.

M. V.... ancien missionnaire a été dénoncé à la société des amis de la constitution

Périgueux, pour tenir des propos à-peu près semblables aux prônes du curé-archiprêtre de Champagnac; mais son grand âge est une excuse de la foiblesse de sa raison, & on a cru que le délire de l'enfance ne devoit pas être regardé comme un crime.

Cette société s'est occupée du discours de M. Mandavy. Les principes qui dictent ses jugemens, lui ont fait mettre une marche dans ses délibérations, dont ce fonctionnaire public ne peut que se louer, ce n'est qu'après une discussion continuée pendant quatre séances qu'elle a manifesté son opinion sur ce discours qu'elle a improuvé. Comme son procès-verbal est imprimé, & que d'ailleurs nous nous sommes fait une loi de ne rendre compte des opérations de ces sociétés que, d'après les extraits qu'elles nous fourniront, nous nous abstiendrons de plus amples réflexions.

Evénemens.

P... en périgord, trois laboureurs étant venus visiter leur ci-devant seigneur & acquit-

ter leurs redevances, il les fit mettre à sa table. Sur la fin du repas, il dit à un de ses domestiques d'apporter du du Tiers état; c'est de l'eau-de-vie qu'il appeloit ainsi: vous avez raison, répondit un des laboureurs, c'est la liqueur qui a le plus de force & d'esprit.

NECROLOGIE.

Le 3 Jauvier 1791 est mort & a été enterré sieur Jeau Bonneau, citoyen de Thiviers & ancien officier muuicipal, né en 1694, ce citoyen fut président né de l'assemblée primaire du canton de Thiviers, & son fils scrutateur comme plus ancien d'âge. Il se maria en 1720, sa femme vit encore & est âgée de 93 ans, a eu vingt enfans, son aîné a 71 ans, sa brue 72, en sorte que ces quatre citoyens font ensemble 331 ans accomplis. La veuve du sieur Bonneau est encore allante, & ce n'est que depuis cinq semaines que le défunt est tombé malade, qu'il ont cessé de se rendre tous deux tous les jours à la premiere messe. La veuve Bonneau con-

serve encore tout son bon sens, & ce n'est que depuis deux ou trois ans que le défunt avoit un peu perdu & étoit tombé dans une jalousie affreuse contre sa veuve, au point de se porter quelque fois à l'excéder, si son fils ou sa brue n'en avoient empêché, tandis que d'un autre côté il courrisoit toutes les voisines, & même leur faisoit des propositions qui n'étoient pas de son âge. La municipalité & le conseil de la commune de Thivies ont été demander aux parens de ce vénérable vieillard, la permission de le faire inhumer à leurs frais. Ils ont assisté en corps à ses funérailles, de même que la garde nationale; chaque municipal avoit un cierge à la main, & l'ont fait enterrer dans le cœur de l'église, près de leur banc. Signé SUDRIE, pr. de la c.

Serment de M. prêtre Blondet

Je soussigné Jean-Baptiste-Charles Blondet,
prêtre du diocèse de Paris, âgé de soixante-

cinq ans , trois mois , après avoir prêté publiquement & particulièrement le serment civique , sur l'autel de la patrie , le jour de la fédération , en présence des officiers municipaux , comme citoyen ; je viens aujourd'hui en qualité d'ecclésiastique , ci-devant chanoine de la cathédrale , prononcer , avec une soumission absolue , le nouveau serment , dans les termes rigoureux & précis marqués & ordonnés par le décret du 27 nov. dernier , sans la moindre restriction mentale ; étant convaincu , après le plus sérieux examen , que la nouvelle constitution du clergé n'est nullement incompatible avec les principes du catholicisme : en foi de quoi , je dépose le présent écrit sur le bureau , en présence de M M... pour être transcrit sur les registres & m'en être donné acte , ainsi que du paiement de ma contribution patriotique que j'ai acquitté d'avance , dès le premier instant qu'elle a été annoncée. fait à Périgueux , le 10 janvier 1791.

BLONDEZ , prêtre.

Je prie M. Berger, rédacteur & imprimeur
du journal de Périgueux de vouloir insérer dans
son premier n°. le serment que je lui envoie qui
a été fait par M. Blondéz, ci-devant chanoine,
avec la prière que je lui fais ici qui témoigne à
mes concitoyens le plaisir que j'ai de rendre pu-
blycs les principes de ce digne prêtre.

CHRETIEN.

Assemblée nationale.

Le premier janvier 1791, le président a
rendu compte de la députation qui avoit été
chez le roi & des discours prononcés. On a
ensuite rendu quelques décrets sur l'ordre du
ravail.

Le 2, plusieurs ecclésiastiques ont prêté
le serment prescrit. Série de décrets sur la pro-
cédure par jurés.

Le 3, discussion sur quelques articles de la
procédure par jurés. Décrete que le délai ac-
cordé aux membres de l'assemblée ecclésiasti-

que, fonctionnaires publics, expire le lendemain.

Le 4, M. Emery a été élu président ; les membres de l'assemblée, prêtres & évêques interpellés de prêter le serment, 80 curés & 30 évêques ont refusés : voilà 80 cures & 30 évêchés vacquants.

Le 5, discussion sur la procédure par jurés.

Le 6, on a lu l'adresse de plusieurs curés qui adherent aux décrets sur la constitution civile du clergé. Dignes pasteurs, c'est vous qui méritez d'être assis sur les sièges épiscopaux, déshonorés par l'ambition, l'avarice & l'incivisme. Décrets sur les messageries & la marine..

Le 7, décrete que relativement aux vacances des évêchés qui pourront avoir lieu, tout Français, prêtre, curé de cinq ans, sera éligible, &c. Décrets sur la gendarmerie nationale, formation d'un nouvel ordre, &c.

C'est la maréchaussée à qui l'on vient de changer son ancien nom. Ce corps antique, la terreur des brigands, mais en même temps un

des suppôts du despotisme , avoit réellement besoin d'être reconstitué. Puissé ce nouvel ordre , ce changement de nom , bien organiser , ou pour mieux dire , redonner le bon sens à une foule de têtes prévôtales , sous-prévôtales & inférieures , chez qui le virus aristocratique a attaqué fortement le cerveau.

Le 8 , rapport sur le droit du timbre qu'on se propose d'établir sur les actes publics.

Nouvelles du jour.

§ Dans la ville de Périgueux , comme dans bien d'autres endroits , en même temps que le patriotisme fait des progrès , les iscarïotes font tous leurs efforts pour sèmer la division & occasionner des troubles , tâcher de diviser les citoyens & la garde nationale , tromper le peuple , soudoyer les intrigants , tout est mis en usage , mais ils travaillent en vain. Ils avoient fondé tout leur espoir sur les sentimens anti-civiques qu'ils avoient cru remarquer chez cer-

ains membres de notre cavalerie nationale. Mais, vain espoir, cette troupe qui vient d'arrêter de renvoyer tout membre qui se trouveroit inscrit sur la liste du club aristocratique qui devoit se former, & de se présenter en corps pour se faire recevoir au club des patriotes.

§ La société patriotique de la ville de Condé sur noireau se réunit dernièrement au lieu ordinaire de ses séances, & parmi les discussions qui y furent agitées, il fut question des duels. Il ne fut pas difficile au membre de cette société qui portoit la parole, de démontrer que le duel avoit pris naissance dans des tems barbares, qu'il étoit bien malheureux qu'il se fût propagé jusqu'à ce moment parmi nous.

La postérité n'oubliera pas que la société patriotique de Condé nous a donné l'exemple de la manière dont on peut abolir les duels & les anciens préjugés qui en résultent. Cette société a pris le parti d'inviter la municipalité,

la garde nationale & tous ses concitoyens , à se rassembler à la place d'armes de la ville. Ce fut dimanche douze Décembre , que tous ces habitans animés du même désir de proscrire au moins de leur ville , cette atroce & barbare frénésie des duels , se rendirent à cette place. On prononça un discours analogue au sujet , & de suite les officiers de la garde nationale jurèrent à la municipalité , & tous les citoyens-soldats à leurs officiers ; « de ne verser leur sang » que contre les ennemis de l'état , & de ne « jamais proposer ni accepter directement ou » indirectement aucun duel ».

Cette cérémonie à laquelle on donna autant d'éclat , que les circonstances purent le permettre , se termina par un procès-verbal qui la concernoit , & entr'autres choses contenoit une entière adhésion aux décrets de notre auguste aréopage. Ce procès-verbal fut envoyé sur-le-champ à l'assemblée nationale.

Puisse cet exemple que nous donne une pe

te ville, dont on connoît d'ailleurs le patriotisme, & qui, dans tous les temps, a fourni à l'état un grand nombre de militaires d'une bravoure à toute épreuve, se répandre & être imité dans toutes les villes du royaume.

Nouvelles étrangère.

De Turia.

Il est arrivé ici, un de ces jours, des échappés de Lyon qui ont annoncé la nouvelle découverte de la conspiration, nouvelle que plusieurs lettres ont confirmée : elle a mis la consternation dans le parti des princes, qui ont donné ordre dès le jeudi soir, de suspendre tout achat de chevaux & tous les préparatifs de départ pour lequel leurs bulletins étoient prêts à la poste depuis une dizaine de jours : ils n'attendoient apparemment que quelque indice favorable. La consternation est augmentée, dit-on, depuis ce matin par l'arrivée d'un M. d'Autichamp, qui a dit que le complot avoit

été également découvert & déjoué à Aix & à
 Marseille. Il faut croire que ce premier mauvais
 succès dégoûtera vos ennemis, outre qu'on as-
 sure que le roi a reçu une lettre du roi de
 France & une aussi de l'empereur, pour les
 faire désister de leur entreprise. Cependant ils
 ont reçu de l'argent de Gênes; on les dit déses-
 pérés, de manière qu'ils ne peuvent plus se flat-
 ter de venir à bout de leurs premiers desseins.

Ce n'est pas à dire qu'ils renoncent à vous
 faire du mal, ni à tenter d'autres moyens de
 mettre votre royaume en combustion. Qu'on
 cesse donc pas de se tenir sur ses gardes, &
 qu'on ne néglige point de réformer ces corps
 où l'on découvrira quelques membres gan-
 grenés.

Conservation des hipothèques.

Les scellés sont encore sur l'ancien greffe.
 Aussitôt qu'ils seront levés, nous continueron

de donner les extraits des contrats y déposés, comme dans l'ancien journal. Nous donnerons aussi ceux de tous les districts, lorsque leurs greffes seront organisés.

Loix enregistrées.

A la fin de chaque mois, nous donnerons la liste des loix qui auront été enregistrées au directoire du département.

Avis divers.

A LOUER. Une fort jolie maison en cette ville.

S'adresser à M. DAURIAC, Notaire.

ANNONCE. Le sieur Dumontet, prêtre fait savoir au public qu'il travaille à l'éducation de la jeunesse, qu'en conséquence, il reçoit des pensionnaires & des externes.

Il demeure rue de l'harmonie, à Périgueux.

On prévient MM. les Souscripteurs qu'on peut s'abonner chez tous les Secrétaires des Districts du Département.